

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION DES ARCHIVES

AFRIQUE / BUREAU TOGO-CAMEROUN

Togo-Cameroun

1945-1961

[1899-1967]

318QO

par

Christine ROBICHON, ministre plénipotentiaire hors classe
et Agnès MOINET-LE MENN, conservatrice en chef du patrimoine

La Courneuve, avril 2018

Référence : 318QO

Intitulé : Afrique / Bureau Togo-Cameroun, Togo et Cameroun.

Dates prépondérantes : 1945-1961

Dates extrêmes : 1899-1967

Niveau de description : Sous-fonds

Présentation, importance matérielle et support: 111 articles en pochette et carton ; présence de papier thermique et de documents photographiques, soit 8,16 ml.

Producteur : Ministère de la France d'Outre-Mer. Délégation du Cameroun et du Togo. / Premier ministre. Bureau Togo-Cameroun

Service versant : Direction des affaires africaines et malgaches du ministère des Affaires étrangères

Modalités d'entrée : versement administratif

Histoire administrative :

Les services Togo-Cameroun, précédemment rattachés au ministère de la France d'Outre-Mer (délégation du Cameroun et du Togo, créée par arrêté du Haut-Commissaire n°4117 du 5 novembre 1946), passent en janvier 1959 sous l'autorité d'un ministre d'État puis, à partir du 1^{er} janvier 1960, sous celle du Premier Ministre, sous l'intitulé « Bureau Togo-Cameroun ».

Après la création de la direction des Affaires africaines et malgache (DAM) par décret du 15 septembre 1961, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Coopération se partagent les compétences et les effectifs du bureau Togo-Cameroun jusqu'à sa fusion complète au sein de la direction.

Historique de la conservation :

La direction des Affaires africaines et malgaches a été dépositaire des archives du bureau Togo-Cameroun ainsi que des précédents de la période Outre-Mer qu'il conservait. Ces archives, bien qu'issues des mêmes structures et de la même activité, ont été versées en plusieurs ensembles distincts.

Le fonds 318QO constitue, de la même façon que les fonds 317QO (Togo-Cameroun, dit « Premier Ministre / Outre-Mer », 1957-1961) et 443QO (Cameroun, 1957-1961), une partie des archives issues des administrations successives chargées de la gestion des territoires du Togo et du Cameroun placés sous tutelle française et transférées à la direction des Affaires africaines et malgaches à partir de 1961. Ces différents fonds sont complémentaires, voire redondants.

- 443QO – Cameroun, 1957-1961. À l'origine, il s'agissait de la première tranche de la série Afrique, Cameroun ; elle portait donc la cote 319QONT. Elle a été recotée au moment du classement afin de marquer son origine différente.
- 317QO – Conservé jusqu'à son classement sous l'intitulé Togo-Cameroun, Ministère de la France d'Outre-mer / Premier ministre, 1957-1961, et versé dès 1967 ; avant classement, il portait la cote 317QONT.

- 318QO – Conservé sous l'intitulé Afrique, Togo-Cameroun, 1945-1961 ; avant classement, il portait la cote 318QONT.

Modalités d'entrée

Le fonds 318QO a été transféré à la direction des Archives par versement administratif et traité en 2017-2018.

Présentation du contenu :

Le sous-fonds est constitué de notes, correspondances et rapports liés à l'activité des services producteurs, de la documentation qu'ils ont rassemblée ainsi que des correspondances issues des services avec lesquels ils se trouvaient en relation.

Ancienne colonie allemande, le Cameroun passe en 1919 sous le mandat de la Société des Nations ; il est divisé en deux territoires. L'administration de la partie occidentale est confiée à la Grande-Bretagne, tandis que celle de la partie orientale, qui constitue l'essentiel du territoire, est confiée à la France.

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, les deux parties passent sous la tutelle des Nations unies (ONU) et restent sous la responsabilité respective de la France et de la Grande Bretagne. Le décret du 16 avril 1957 accorde l'autonomie au Cameroun oriental sous tutelle française. Il se trouve alors administré par un Haut-commissaire, Pierre Messmer, remplacé par Jean Ramadier en février 1958. L'Assemblée législative du Cameroun opte pour la complète autonomie interne qui sera accordée le 1er janvier 1959. L'indépendance complète est proclamée le 1er janvier 1960.

A la suite du référendum d'autodétermination du 11 février 1961, le sud de la partie britannique choisit de rejoindre la République du Cameroun pour former la République fédérale du Cameroun.

Ce versement regroupe plusieurs ensembles spécifiques :

- des dossiers qui portent sur les colonies et territoires sous tutelle, non seulement au Togo et au Cameroun mais dans l'ensemble des territoires concernés : gestion, relations avec les autres puissances coloniales, l'ONU, les organisations européennes, l'Afrique et le reste du monde ;
- des dossiers concernant à la fois le Togo et le Cameroun : régime du mandat et de la tutelle, relations avec l'ONU, les organisations européennes, la France et le reste du monde.
- des dossiers ne concernant que le Togo ;
- des dossiers ne concernant que le Cameroun.

Les dossiers sont pour la plupart incomplets ou anecdotiques. Malgré tout, on peut trouver des éléments intéressants pour les pays concernés.

Évaluation, tri, sort final

Les doubles contenus dans le fonds ont été éliminés.

Accroissement

Fonds clos en 1961.

Mode de classement :

Le fonds avait été versé avec un classement et un état de versement sommaire. Certains dossiers étaient déjà constitués, mais une partie des documents a dû être reclassée pièce à pièce. Les dossiers de même thème qui figuraient à différents endroits du fonds ont été fusionnés. Les documents à l'intérieur des dossiers ont été reclassés dans l'ordre chronologique.

Sources complémentaires :

Aux Archives diplomatiques :

Fonds issus de la direction d'Afrique-Levant, sous-direction d'Afrique :

- 40QO – Afrique-Levant (Afrique), Cameroun, 1954-1959.
- 78QO – Afrique-Levant (Afrique), Togo-Cameroun, 1944-1952.

Fonds issus du bureau Togo-Cameroun :

- 443QO – Bureau Togo-Cameroun, Cameroun, 1957-1961.
- 317QO – Bureau Togo-Cameroun, Togo-Cameroun, dit « Premier Ministre / Outre-Mer », 1957-1961 (fonds complémentaire).

Fonds issus de la direction des Affaires africaines et malgaches :

- 1089INVA – Afrique, Généralité (1959-1979).
- 319QO – Afrique, Cameroun (1961-1983).

Autres fonds issus des Archives diplomatiques :

- 372QO – Nations Unies – Organisations internationales, 1944-1959.
- 517INVA – Nations Unies – Organisations internationales, 1960-1969.

Aux Archives nationales d'Outre-Mer :

- FR ANOM DPCT/1 à 72 – Délégation du Cameroun et du Togo (1947-1959).

Aux Archives nationales :

- FR AN 5 AG FOCCART (FPR et FPU) (1955-1974) – Archives du secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches.

Conditions d'accès : Le sous-fonds est communicable selon les dispositions de l'article L213-1 et L213-2 du Code du Patrimoine sur le régime de communication des archives publiques.

Conditions de reproduction : tous les articles communicables peuvent être reproduits pour usage personnel. Pour les utilisations publiques ou commerciales, il convient de s'enquérir des conditions auprès des Archives diplomatiques.

Langues des documents : Français, anglais.

Caractéristique des documents et contraintes techniques

Certains types de documents reprographiés (papier thermique), compte tenu de leur instabilité, ont été remplacés dans les dossiers par des photocopies. Les originaux ont été rassemblés dans l'article 91 qui est non communicable.

Contrôle de la description : Agnès MOINET-LE MENN, conservateur en chef du Patrimoine, selon la norme ISAD(G).

Date de la description : avril 2018

Description du contenu

1-10 La France et ses territoires d'outre-mer puis ses ex-territoires d'outre-mer

1922-1961

- 1 Organisation administrative et législative. – Ministère de la France d'Outre-Mer, évolution des structures et de la répartition des compétences (janvier 1952-janvier 1959). Services géographiques coloniaux, organisation (mars 1922-novembre 1946). Territoires d'Afrique Noire, organisation administrative française (février 1952). Structures de gouvernement local et de l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, évolution (mars 1953-novembre 1957). Réformes introduites par la France dans les territoires d'Outre-Mer, domaines politique, économique et social : chronologie entre 1944 et 1956 (s.d.). Liens institutionnels entre la France et l'Outre-Mer africain (juin 1945-août 1957). Aides financières françaises et fonds d'Aide et de Coopération (décembre 1956-1960). Territoires d'Outre-Mer, régime de presse : étude [vers 1952].

1922-1960

- 2 Conventions internationales, extension aux territoires d'Outre-Mer : concertations interministérielles [en particulier sur le droit de la mer] (juillet 1951-janvier 1959). – Droit de la mer et plateau territorial [travaux des Nations Unies sur le droit de la mer et concertations interministérielles françaises sur le statut juridique du plateau continental et des eaux territoriale] (juillet 1951-octobre 1958). Convention pour l'adoption d'un système de jaugeage des navires, application aux territoires d'Outre-Mer (août 1956). Convention sur le droit de la mer, projets élaborés par la Conférence des Nations Unies et question de l'extension (juillet 1958-janvier 1959).

1951-1959

- 3 Etudiants et jeunesse d'Outre-Mer. – Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France [dont notes du ministère de l'Intérieur] (décembre 1956-avril 1961). Étudiants africains, malgaches et antillais, activité politique (décembre 1955-juillet 1962). Voyages d'étudiants [programme d'échanges de jeunes Français et Africains et invitations d'étudiants] (avril 1958-février 1960).

1955-1962

- 4-7 Territoires africains : synthèses et rapports.

1959-1961

- 4 Afrique de l'Ouest : synthèses trimestrielles de renseignements élaborées par le 2^e bureau de l'état-major du commandement supérieur de la Zone d'Outre-Mer 1, basé à Dakar [concernent

essentiellement Sénégal, Soudan, Côte d'Ivoire, Niger, Haute Volta, Dahomey et Mauritanie] (mars 1960-mars 1961).

[Contient :

4^e trimestre 1959

1^{er} trimestre 1960

2^e trimestre 1960

3^e trimestre 1960 – documents annexe

4^e trimestre 1960]

1960-1961

- 5 Division du renseignement de l'État-major général de la Défense nationale : rapports périodiques n^{os} 28-60 [intitulés « la quinzaine dans la communauté » ou « la quinzaine en Afrique Noire » ou « la quinzaine dans la communauté et en Afrique Noire », plusieurs de ces rapports contiennent des éléments sur le Cameroun et le Togo. Le n^o 59 manque.].

Mars 1960-juin 1961

- 6 Secrétariat général de la Présidence de la Communauté : synthèses politiques [plus notices d'information du SDECE. Séries discontinues, continues à partir de janvier 1961, n'évoque le Cameroun et le Togo que de façon très marginale].

Décembre 1959-juin 1961

- 7 États de la Communauté, vie politique et économique : résumés hebdomadaires élaborés pour le Premier Ministre par son cabinet.

Novembre 1960-juin 1961

- 8 Conférence de renseignements sur l'Afrique [organisée par la division du renseignement de l'EMGDN à Reggan, en janvier 1961] : recueil des exposés, tomes 1 à 5 [éléments sur le Cameroun et le Togo dans le tome 1].

Février-mars 1961

- 9 La France et ses territoires d'Outre-Mer, positions et réflexions de l'administration française. – Colonialisme, anticolonialismes et politique française en Afrique (mars 1945-mars 1957). Islam en Afrique (juillet-août 1956). Fétichismes et pratiques coutumières en matière de mariage et de veuvage (juin 1939-mai 1956).

1939-1957

- 10 Action de la France Outre-Mer : photos et documentations. – Documentation imprimée (juillet 1953-octobre 1960). Reportage photographique sur les territoires africains (s.d.).

[Présence de supports photographiques – à consulter en place de réserve.]

1953-1960, s.d.

11-12 Relations entre la France et les autres puissances coloniales

1899-1961

- 11 Puissances coloniales. – Traités et accords internationaux (mars 1899-octobre 1940). Questions coloniales africaines, concertations politiques anglo-franco-belges et franco-britanniques sur les (janvier 1949-mai 1953). Coopération technique entre puissances coloniales en Afrique [dont coopération franco-britannique, franco-belge et interafricaine] (1947-mai 1952).

1899-1953

- 12 Commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara (CCTA). – Création et activités [dont Plan de Colombo pour l'Afrique] (novembre 1954-avril 1959). Action de la CCTA : bulletins d'information du secrétariat, comptes rendus d'activités et autres documents émis par la commission de septembre 1959 à décembre 1960 ; comptes rendus et autres documents émis par la commission de janvier à juin 1961 (septembre 1959-juin 1961).

1959-1961

13-16 Nations Unies

1948-1961

- 13 Commerce international [charte de La Havane du 24 mars 1948, étude du département des affaires économiques et sociales de l'ONU sur la libéralisation des échanges] (1955, s.d.).

1948-1955

- 14 Développement. – Fonds Spécial des Nations Unies pour l'assistance technique, (janvier 1953-janvier 1962). Programme de recensement mondial de la population (avril 1956-mars 1958).

1953-1958

- 15 Condition juridique des femmes, enquête. – Questionnaires, diffusion et suivi [portant sur la condition juridique et le traitement de la femme, sur ses droits en matière de régime des biens et sur le droit de la famille] (décembre 1950-avril 1959). Afrique occidentale française, réponses (juin 1952-septembre 1953). Comores, Madagascar Côte française des Somalis, de l'AEF et autres territoires, réponses (octobre 1951-novembre 1952).

[Voir aussi volume 29 pour les réponses émanant du Togo et du Cameroun].

1950-1959

- 16 Organisations internationales spécialisées des Nations Unies.

- Commission Économique pour l'Afrique, création et mise en place de la commission, réaction de la France, représentation des territoires, travaux de la commission, visite à Paris, en mars 1959, de son Secrétaire exécutif, Mekki Abbas (août 1955-février 1961).

UNESCO, Généralités, création, missions, fonctionnement de l'UNESCO, accord de siège, activités, note et recommandations de la Commission nationale pour l'UNESCO sur la presse et l'information dans les territoires d'outre-mer, réactions (octobre 1946-mars 1961).

OAA/FAO (janvier 1958-octobre 1960). Organisation Internationale du Travail (juillet 1956-mai 1961). Organisation Mondiale de la Santé (OMS), accord entre le gouvernement français et l'OMS, représentation des territoires d'outre-mer auprès de l'OMS (septembre 1952-juin 1960). Organisation Météorologique Mondiale (OMM), questions générales, organisation des services français de météorologie et représentation au sein de l'OMM (avril 1929-juin 1960). Autres organisations internationales (septembre 1959-mai 1961).

1929-1961

17 Organisations européennes

1951-1961

- 17 Organisations européennes et Outre-Mer. – Organisation européenne de Coopération économique (OECE) et Conseil de l'Europe (1953-mai 1960). Communauté économique du Charbon et de l'Acier (CECA), généralités et modalités d'extension du traité du 18 avril 1951 aux territoires d'Outre-Mer (juin 1951- juin 1953, sd).

1951-1960

- 18-20 Communauté économique européenne

1957-1961

- 18 Le Traité de Rome et l'Outre-Mer, préparatifs et négociations, débat sur la place de l'outre-mer dans le marché commun et modalités d'association des territoires d'outre-mer à la CEE.

Janvier-juillet 1957

- 19 Pays et territoires d'Outre-Mer, développement. – Fonds Européen pour le Développement des pays et territoires d'outre-mer, questions générales (mars 1959-mai 1961). Développement social dans les pays d'Outre-Mer associés : rapport de la commission de la CEE (avril-juin 1959).

1959-1961

- 20 Relations avec les pays et territoires d'Outre-Mer.

Octobre 1957-juillet 1961

21 Afrique et Asie.

Conférence afro-asiatique de Bandung, du 18 au 24 avril 1955 (décembre 1954-août 1956). Conférences et réunions afro-asiatiques [dont Comité de solidarité des peuples afro-asiatiques] (octobre 1959-juin 1961).

1954-1961

22-25 Afrique

1953-1962

22 Conférences africaines. – Mouvements nationalistes africains [conférences, congrès de mouvements nationalistes africains et ouest-africains] (décembre 1953-avril 1956). Conférences d'Accra [des états africains indépendants en avril 58, des peuples africains en décembre 58 et en avril 60] (mai 1958-mai 1960). Sommet Ghana, Guinée, Libéria à Saniquellé en juillet 59 (juin-juillet 1959). Conférence de Monrovia d'août 1959 (mai-août 1959). Conférence des Peuples africains à Tunis en janvier 1960 (avril 1959-février 1960). Conférence des États africains indépendant d'Addis-Abeba en juin 1960 (mars-juin 1960). Conférence des États africains indépendants à Léopoldville en août 1960 (août 1960). Conférence des chefs d'Etat africains d'expression française à Abidjan en octobre 1960 (novembre 1960). Conférence des « puissances de Casablanca », à Casablanca en janvier 1960, à Accra en février et en avril 1961 et au Caire en mai 1961 (janvier-mai 1961). Conférence des chefs d'Etat africains et malgache à Yaoundé, les 26-28 mars 1961 [création de l'Organisation africaine et malgache de Coopération économique (OAMCE), création d'Air Afrique, projet d'accord de coopération militaire et de défense] (février-juillet 1961). Troisième conférence des Peuples africains au Caire du 25 au 30 mars 1961 (mars-mai 1961). Conférence des Chefs d'Etat africains à Monrovia du 8 au 12 mai 1961 (avril-juin 1961). Conférence interafricaine du travail à Abidjan, en avril 1961 (avril 1961). Conférence des pays de la zone franc à Marseille en avril 1961 (avril 1961). Conférence interéquatoriale de Bangui (juin 1961). Conférence des ministres de l'Education nationale des Etats africains et malgache d'expression française (mars-mai 1962).

1953-1962

23 Agriculture. - Questions phytosanitaires, lutte contre les criquets, organismes anti- acridiens français et internationaux.

1954-octobre 1962

24 Jeunesse, étudiants et sports. – Organisations internationales et organisations africaines de jeunes (juin 1958-mai 1961). Festivals mondiaux de la jeunesse, Moscou juillet 1957 et Vienne juillet 1959 (mars 1957-juillet 1959). Union internationale des étudiants (UIE) (octobre 1955-juin 1961). Organisations d'étudiants en Afrique (juin 1959-juin 1961). Etudiants africains en Chine, URSS, Europe de l'Est et aux Etats Unis (février 1960-avril 1961). Sports, premiers jeux de la Communauté à Tananarive du 13 au 19 avril 1962 (sd, 1960).

1955-1961

25 Syndicats africains [dont activités des confédérations syndicales internationales en Afrique et mouvements féminins].

26-37 Togo-Cameroun**1920-1961**

- 26 Société des Nations, mandats. – Fonctionnement du régime des mandats, travaux du Conseil de la SDN et de la Commission permanente des mandats (novembre 1920-décembre 1951). Pétitions émanant des habitants des territoires sous mandat, conditions de réception et d'examen (août 1922-février 1923). Territoires sous mandat : statistiques (mai 1928-octobre 1933). Mandats dans le monde arabe et en Afrique de l'Est et du Sud-Ouest (mars 1918-avril 1950). Conférence de Barcelone de mars-avril 1921 et travaux de la SDN sur l'équitable traitement du commerce (juillet 1921-septembre 1922). Mandats de la SDN, fin du régime (avril- juin 1946). Mandats de la SDN sur le Cameroun et le Togo [partage des territoires coloniaux allemands, élaboration des mandats de la SDN, texte des mandats français sur le Cameroun et le Togo, dont analyses, études rétrospectives et bilans] (juillet 1922).

1920-1951

- 27-29 Nations Unies et organisations internationales

1947-1961

- 27 Régime de tutelle [questions générales et questions propres au Togo-Cameroun].

- Création et fonctionnement [dont conseil de tutelle et accords du 13 décembre 1946] (février 1947-septembre 1956). Territoires sous tutelle, principes régissant l'accès à l'autonomie ou à l'indépendance (janvier 1952-juin 1958). Territoires sous tutelle et possessions coloniales, engagements de la France à l'égard de l'ONU (avril 1948-décembre 1953). Régime international de tutelle et Conseil de Tutelle [statut des territoires sous tutelle, liens administratifs avec les territoires limitrophes, résolutions de l'Assemblée générale sur les territoires sous tutelle] (avril 1948-1957). Représentation aux Nations Unies [représentation de la France au Conseil de Tutelle et à l'Assemblée générale des Nations Unies, déplacement aux Nations Unies de représentants des gouvernements du Togo et du Cameroun] (1947-décembre 1959). Accords bilatéraux conclus par la France avec la Suède et les Etats Unis, extension de la portée au Cameroun et au Togo (juin 1953-novembre 1958).

Missions de visite, organisation et déroulement [dont programme de la mission de visite au Togo et au Cameroun d'août à octobre 1952 et plaintes au sujet de l'attitude d'un fonctionnaire des Nations Unies participant à la mission] (janvier 1952-février 1953).

Activités du Conseil de Tutelle et de l'Assemblée générale des Nations Unies, conversations franco-anglo-belges relatives aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes à Bruxelles, les 27/28 mai 1952 [dossier essentiellement constitué de notes de l'administration française et de documents des Nations Unies

traitant des différents points à l'ordre du jour des conversations. Présence d'un important sous-dossier sur les débats de 1952 à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies et d'une note de synthèse de 1959 sur les relations avec les Britanniques au sujet du Togo et du Cameroun] (décembre 1950-1959).

1947-1959

28 Relations du Togo et du Cameroun avec les Nations Unies après la fin de la tutelle. – Secrétaire général des Nations Unies, visite au Togo et au Cameroun, du 28 décembre 1959 au 2 janvier 1960 (octobre-décembre 1959). Assemblée générale et Conseil économique et social, travaux sur la coopération internationale avec les territoires devenus indépendants [dont position de la France] (novembre 1959-juin 1960). Commission Economique pour l'Afrique, représentation et participation aux travaux (mars 1958-avril 1961). Délégations des Etats antérieurement sous administration française, position à l'ONU (octobre 1960-janvier 1961)

1958-1961

29 Questionnaires des Nations Unies sur la condition juridique et le traitement de la femme [droits en matière de régime des biens et sur le droit de la famille], réponses émanant du Togo et du Cameroun (février 1952-octobre 1959).

[Voir aussi volume 15 pour l'enquête dans l'ensemble des colonies et territoires français.]

1952-1959

30 Organisations internationales spécialisées. – Organisation Mondiale de la Santé (OMS janvier 1958-février 1961). Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA/FAO mai 1959-janvier 1960). UNESCO (juin 1959-mai 1961). Organisation Internationale du Travail (OIT janvier 1957-mai 1961). Organisation Météorologique Mondiale (OMM août 1960-mars 1961). Union Internationale des Télécommunications (UIT juillet 1952-mars 1959). Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT octobre 1957-mars 1961). Organisation intergouvernementale consultative de la Navigation maritime (IMCO/OMCI juillet 1958-février 1961).

1957-1961

31 Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (CCTA). – Travaux de la CCTA, représentation du Cameroun et du Togo (juillet 1958-février 1961). Stages de formation, participation (août 1958- juillet 1959).

1958-1961

32 Organisations européennes. – CEE, relations avant les indépendances (décembre 1958-janvier 1960). CEE, questions générales et association après les indépendances (juillet 1959-mai 1961). Ressortissants et sociétés des États membres de la CEE dans les pays associés, droit d'établissement (février 1959-juillet 1960). Fonds de Développement Européen pour les pays et territoires d'outre-mer (mai 1959-mars 1960). Délégations de l'Assemblée

Parlementaire Européenne au Togo, au Cameroun et dans d'autres pays africains, missions d'étude (février 1959-janvier 1961). Commission de l'Assemblée pour la coopération avec les pays en voie de développement et délégation chargée de la troisième mission d'étude et d'information dans les pays associés d'outre-mer : rapports (avril-mai 1961). Parlement européen [activités de l'Assemblée parlementaire européenne relatives aux pays et territoires d'outre-mer, participation du Togo et du Cameroun à la conférence des parlementaires européens et africains, à Strasbourg, du 19 au 24 juin 1961] (mai 1960-juin 1961).

1958-1961

33-35 Relations avec la France

1929-1964

33 Questions institutionnelles, juridiques, consulaires et administratives.

– Statuts du Cameroun et du Togo : analyses comparatives (janvier 1957-1959, sd). Affaires du Togo et du Cameroun, organisation du suivi par le gouvernement et l'administration française [transfert des responsabilités au Premier Ministre en janvier 1959 et redistribuées en 1961] (janvier 1959-juillet 1961 sd). Ministère d'Etat chargé des relations avec le Cameroun et le Togo : budget pour l'année 1960 (s.d.). Echanges de correspondances : règles à appliquer (novembre 1956-avril 1960).

Questions diverses antérieures aux indépendances [personnel médical, privilèges et exemptions du personnel diplomatique et consulaire américain au Togo et au Cameroun, gestion des fonctionnaires français, malaise des magistrats] (décembre 1929-mars 1960). Questions diverses postérieures à aux indépendances [effets de l'accession à l'indépendance du Cameroun et du Togo sur la validité d'engagements internationaux souscrits par la France au titre de la tutelle, dont cas de la propriété industrielle et des droits d'auteur, sur les liens de ces pays avec des institutions françaises, dont Office du Tourisme et Ordre des Pharmaciens, représentations diplomatiques et consulaires de la France] (mai 1959-juin 1961).

Camerounais et Togolais en France et dans les Etats de la Communauté, statuts et droits électoraux (avril 1959-mars 1961). Français du Cameroun et du Togo, participation aux scrutins nationaux français (décembre 1960-mai 1961). Camerounais et Togolais, questions de nationalité, délivrance de cartes d'identité, de passeports, de passeports diplomatiques et d'attestations (août 1958-avril 1960). Pèlerinages à La Mecque, organisation de la participation des Camerounais et des Togolais (mai 1958-mars 1961). Circulation des personnes (juillet 1957-novembre 1959). Droits sociaux, retraites et prestations familiales (1952-février 1961).

1929-1961

34 Aide et coopération [dont Fonds d'Investissement Economique et Social (FIDES), Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) et gestion du personnel d'assistance technique].
Mars 1959-mars 1964

35 Questions militaires. – Questions générales (juillet 1959-février 1961). Stagiaires dans les écoles militaires françaises, accueil, organisation et procédures d'admission, bourses, allocations et congés (décembre 1960-août 1961). Bâtiments de la Marine française, escales (juillet 1959-août 1961).
1959-1961

36 Relations avec l'Afrique. – Conférences ministérielles africaines et malgaches et des organisations interafricaines, participation (juin 1959-juin 1961). Algérie et Sahara, positions du Togo et du Cameroun (avril-juin 1961).
1959-1961

37 Questions économiques et sociales. – Questions économiques, commerce extérieur et lutte contre les criquets (juin 1957-novembre 1961). Questions sociales, participation aux festivals mondiaux de la jeunesse et invitation aux jeux de la Communauté (mai 1957-mars 1961).
1957-1961

38-69 Togo

1919-1964

38 Généralités sur le pays [histoire, organisation, législation et géographie] : notes, bulletins imprimés, cartes.
1919-janvier 1963

39-64 Questions politiques
1945-1952

39 Années 1945-1949

[Dont :

- Mouvement en faveur de l'unité des Ewés, situation politique locale, modification de l'accord de tutelle, commission consultative permanente et projet de zone économique conventionnelle entre les deux Togos (mai 1945-décembre 1948) ;
- activités des partis politiques et de l'Assemblée représentative, pétitions au Conseil de Tutelle des Nations Unies, travaux du Conseil de Tutelle (janvier-novembre 1949) ;
- échanges franco-britanniques et étude d'experts sur le projet de zone économique conventionnelle entre les deux Togos, question des chefferies (février-décembre 1949)]

Mai 1945-décembre 1949

- 40 Année 1950
- [Dont :
 - situation politique locale et régionale (deux Togos et Côte de l'Or), revendications éwées : études, analyses et concertations interministérielles (février 1950-janvier 1951) ;
 - rapports, discussions et résolutions sur la question éwée (février-décembre 1950) ;
 - entretiens franco-britanniques sur les questions togolaises, conversations franco-américaines et franco-belges (mars-décembre 1950).]
- [Partiellement communicable : 3 documents classifiés issus du Colonial office, concernant le Togo.]
- Février 1950-janvier 1951
- 41 Année 1951
- [Dont :
 Situation politique locale et régionale (deux Togos et Côte de l'Or) (janvier 1951-janvier 1952).
 Revendications togolaises. – Analyses, concertations interministérielles et activités parlementaires ; entretiens franco-britanniques ; activités du Conseil de Tutelle et de l'Assemblée Générale des Nations Unies (février- décembre 1951)]
- Janvier 1951-janvier 1952
- 42 Année 1951 : articles et revues de presse
- Janvier-décembre 1951
- 43-46 Année 1952
- 1952-1953
- 43 Situation politique locale et régionale [deux Togos et Côte de l'Or].
- Janvier 1952-janvier 1953
- 44 Questions togolaises, revendications togolaises, concertations interministérielles, activités parlementaires et entretiens franco-britanniques [dont notes de synthèse, d'analyse et de prospective].
- Janvier-décembre 1952
- 45 Nations Unies. – Conseil de Tutelle, discussions, décisions et mission de visite (janvier-décembre 1952). Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale, mission de visite des Nations Unies du 21 août au 25 septembre et rapport spécial sur la question des Ewés et l'unification du Togo [version anglaise et française] (octobre-novembre 1952). Assemblée Générale [4e commission et plénière], discussions et décisions (janvier-décembre 1952).
- 1952

- 46 Presse : journaux, articles et revues.
Janvier-décembre 1952
- 47 Année 1953. – Situation politique locale et régionale [deux Togos et Côte de l'Or] de janvier à fin décembre (janvier 1953-janvier 1954). Questions diverses [dont revendications togolaises, réflexions et concertations interministérielles, entretiens franco-britanniques, activités des Nations Unies, Conseil de Tutelle et Assemblée Générale] (janvier-décembre 1953).
[Partiellement communicable : un document issu du gouvernement britannique, concernant le Togo.]
1953-1954
- 48-50 Année 1954
1954-1955
- 48 Situation politique locale et régionale [deux Togos et Côte de l'Or]. – Questions générales [dont réactions des partis et des notables aux résolutions des Nations Unies de novembre et décembre 1953, consultations politiques sur la reconstitution de Conseil mixte pour les affaires togolaises] (janvier-avril 1954). Assemblée législative de la Côte de l'Or, élections des 10-15 juin (mai 1954-janvier 1955).
[Dont document « signé » par les chefs locaux, très fragilisé.]
1954-1955
- 49 Revendications togolaises. – Questions générales (dont définition de la politique de la France au Togo, notes d'analyse, concertation interministérielle, activités parlementaires et entretiens franco-britanniques] (janvier-décembre 1954). Nations Unies, Conseil de Tutelle et Assemblée Générale, activités (janvier-décembre 1954).
1954
- 50 Presse : articles et revues.
Janvier-décembre 1954
- 51 Année 1955. – Situation politique locale et régionale [deux Togos et Côte de l'Or, dont politique de la France au Togo, presse. Les revues de presse du Consulat général à Accra sont en fait des points de situation politique de la Côte de l'Or et du Togo britannique] (janvier 1955-janvier 1956). Revendications togolaises et relations avec les Nations Unies [dont activités des Nations Unies, documentation remise à la mission de visite spéciale du Conseil de Tutelle] (septembre-décembre 1955).
1955-1956
- 52 Année 1956. – Situation politique locale et régionale [deux Togos et Côte de l'Or, dont plébiscite du 9 mai 1956 au Togo britannique, statut de la République autonome togolaise] (décret du 24 août 1956). Togo français, référendum d'octobre 1956 (janvier-décembre

1956). Questions générales [revendications togolaises, notes d'analyse juridique, activités des Nations Unies, échanges franco-britanniques] (janvier-post octobre 1956). Presse : articles et revues [les revues de presse du Consulat général à Accra sont en fait des points de situation politique de la Côte de l'Or et du Togo britannique] (janvier-décembre 1956).

1956

53 Année 1957. – Questions générales [modification du statut de la République autonome du Togo par décret du 22 mars 1957, échanges franco-togolais, concertations interministérielles, consultation du Conseil d'Etat, vœux émis par l'Assemblée législative togolaise, mise au point et publication du décret] (décembre 1956-avril 1957). Situation politique locale et régionale (deux Togos et Côte de l'Or, qui devient Ghana le 6 mars 1957) : articles de presse, notes de synthèse et question parlementaire (janvier 1957-janvier 1958).

1957-1958

54-56 Année 1958.

1958-1959

54 Situation politique locale et régionale (Togo et Ghana) du 1er janvier au 31 décembre 1958.

[Les élections du 27 avril 1958 font l'objet du volume 55.]

Janvier 1958-janvier 1959

55 Elections générales du 27 avril 1958 [rôle des Nations Unies, préparation du scrutin, positions des forces politiques togolaises, attitude du gouvernement du Ghana et réactions de la France, résultats et commentaires, rapport des Nations Unies].

Janvier-juillet 1958

56 Questions générales [analyses et concertations sur la politique de la France au Togo, activités des Nations Unies].

Janvier-novembre 1958

57-58 Année 1959

1959-1960

57 Situation politique locale et régionale [Togo et Ghana].

Janvier-décembre 1959

58 Questions générales (notes d'analyse, échanges interministériels sur la politique de la France au Togo, activités des Nations Unies, visite du Secrétaire Général de l'ONU les 28-29 décembre 1959, articles et revues de presse.

Janvier 1959-janvier 1960

- 59-61 Année 1960 1960-1961
- 59 Situation politique locale et régionale, du 1^{er} janvier 1960 à l'indépendance du Togo, le 27 avril 1960.
Janvier 1960-janvier 1961
- 60 Situation politique : notes de synthèse et d'analyse.
Février-décembre 1960
- 61 Presse : articles et revues.
Janvier-novembre 1960
- 62 Années 1961. – Situation politique locale de janvier à juin 1961.
Janvier-juillet 1961.
- 63 Années 1962-1965. – Politique intérieure (janvier 1962-avril 1965).
Biographies de personnalités politiques (s.d.).
1962-1965, s.d.
- 64-65 Relations extérieures. 1952-1964
- 64 Avant l'indépendance.
– Relation avec les Nations Unies et autres organisations internationales [dont Fédération mondiale des Associations des Nations Unies, visite du secrétaire général (juin 1952) ; cérémonies de l'indépendance, invitation du secrétaire général des Nations Unies (janvier-mai 1960) ; assistance technique (août 1958-mai 1960) ; Organisation mondiale de la Santé (OMS février 1959-mai 1960) ; FAO et l'UNESCO (mai 1959-avril 1960)] ; BIT (mai 1957-avril 1960). Union Postale Universelle, projet de candidature (août 1957).
– Relations avec la CCTA (janvier-avril 1959)] (juin 1952- mai 1960).
– Relations avec la Communauté Économique Européenne [association à la CEE, demandes de financement de projets au Fonds européen de développement, stagiaires togolais dans les services de la Commission] (mars 1959-avril 1960).
– Relations avec divers pays [Afrique, Côte d'Ivoire et Guinée, dont note de 28 pages sur les relations du Togo avec les États d'Afrique à la veille de son indépendance ; Allemagne, États Unis, Europe de l'Est et Asie] (janvier 1958-avril 1960).
- [Les documents portant sur les relations avec le Togo britannique et la Côte de l'Or/Ghana entre 1945 et 1961 sont dans les dossiers « Togo, questions politiques, situation politique locale et régionale »]
- 1952-1960

- 65 Après l'indépendance.
 – Relations avec les organisations internationales [ONU et organisations spécialisées, organisations européennes] (CEE et FED). Aide au développement et assistance technique, projets bi et multilatéraux [dont mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux stupéfiants] (mai 1960-septembre 1964).
 Politique étrangère, questions générales [représentations diplomatiques étrangères au Togo et représentations togolaises à l'étranger ; participation à des conférences africaines et internationales ; relations avec les pays d'Afrique (mai 1960-février 1964).
 Relations avec les pays d'Europe occidentale, d'Europe de l'Est, d'Amérique, d'Asie et avec Israël (avril 1960-octobre 1963).
 1960-1964
- 66-67 Relations avec la France.
 1951-1964
- 66 Avant l'indépendance. – Echanges de messages protocolaires (décembre 1958-janvier 1960). Conventions franco-togolaises du 25 février 1958 (janvier-mars 1958). Conventions franco-togolaises, préparation et négociation des projets (janvier 1959-avril 1960). Questions militaires (août 1958-mai 1960). Questions administratives (janvier-février 1960). Questions consulaires (juin 1958-mars 1960). Etudiants et jeunesse (septembre 1956-avril 1960). Commerce (mars 1959). Assistance financière et technique (mai 1957-mars 1960). Fonctionnaires et assistants techniques, statut et gestion [généralités et situations individuelles] (juin 1951-avril 1960).
 1951-1960
- 67 Après l'indépendance. – Questions politiques et diplomatiques [échanges de messages protocolaires, échanges politiques, visites de Sylvanus Olympio en France les 16 septembre 1960 et 10-12 juin 1961 et de M. Mally, ministre de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse] (mai 1960-septembre 1961). Questions administratives et juridiques, installation de la représentation diplomatique et consulaire de la France au Togo (janvier 1960-mai 1961). Question consulaires [dont règles de la correspondance administrative française] (février 1960-juillet 1963). Questions domaniales (avril-mai 1960) (janvier 1960-juillet 1963). Jeunesse, assistance technique domaines militaire, commercial, culturel (mai 1960-octobre 1964).
 1960-1964
- 68-69 Questions économique.
 1947-1961
- 68 Port commun au Togo et au Dahomey, projet (juillet 1952-juillet 1957).
 1952-1957.

69 Activités économiques. – Questions générales (1958-décembre 1960). Finance et monnaie (janvier 1958-juillet 1961). Commerce (1958-1961). Douanes [dont projet d'union économique et douanière régionales « Todani » : Togo-Dahomey-Niger en 1952] (décembre 1947-novembre 1959). Agriculture (septembre 1956-mars 1961). Energie et mines (mai 1955-mars 1961). Industrie et infrastructures (mai 1959-juin 1961).

1947-1961

70 Questions sociales et culturelles. – Démographie (février 1951-mars 1961). Religions (février 1959-octobre 1960). Droit coutumier et questions foncières (1948-juillet 1952). Syndicats (1952-décembre 1960). Fonction publique, africanisation (novembre 1960-juin 1961). Enseignement (août 1959-septembre 1964). Sports (août 1959-mai 1961). Jeunesse [mouvements et organisations de jeunes et d'étudiants, participation à des rencontres internationales] (août 1959-juin 1961). Echange culturels internationaux (juillet 1958-juin 1959). Action culturelles étrangères (juillet 1961-juin 1964).

1948-1964

71-72 Cote de l'Or puis Ghana [sans lien avec le Togo]

1944-1961

71 Côte de l'Or. – Questions générales, documentation (février 1952-1954). Institutions politiques, évolution (décembre 1955-janvier 1957). Personnalités politiques : fiches biographiques des 104 députés élus en 1954 (octobre 1954). Politique, économie et culture : correspondances et articles de presse (1944-novembre 1956).

(1944-janvier 1957)

72 Ghana. – Naissance du Ghana [dont constitution, célébration de l'indépendance, admission aux Nations Unies] (mars-octobre 1957). Politique et économie : correspondances et articles de presse (1956-juillet 1961).

(mars 1957-juillet 1961)

73-109 Cameroun

1919-1964

73-78 Régime du mandat et de la tutelle.

1919-1960

73 Régime du mandat. – Questions générales [dont déclaration franco-britannique du 10 juillet 1919 et mandat de la Société des Nations (SDN) sur le Cameroun] (juillet 1922), pétitions adressées à la SDN (janvier 1925-janvier 1939).

1919-1939

74 Seconde Guerre mondiale, conséquences [situation politique au regard des décisions de la conférence de Brazzaville de février 1944] : correspondance entre le Gouverneur du Cameroun et ses

autorités [Commissaire aux colonies à Alger, Président du Gouvernement provisoire, ministre des colonies], notes, rapports.

Mai 1944-décembre 1948

- 75 Activités des Nations Unies, activités.
– Conseil de Tutelle, mission de visite [première mission de novembre 1949 et deuxième mission du 25 septembre au 10 novembre 1952, rapport des Nations Unies, non daté] (novembre 1949-juillet 1953, sd).
Tutelle des Nations Unies, auditions de Ruben UM NYOBÉ, secrétaire général de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et du sénateur Charles OKALA par la 4^e commission, le 16 décembre 1952 et réactions à ces auditions (mai 1952-avril 1953).
Pétitions [dont pétitions de l'UPC et pétition de la communauté Ngoa Ekélé relative aux terrains du plateau Atemengue et auditions de pétitionnaires] (septembre 1952-septembre 1954).
Conseil de Tutelle, débats (janvier-juillet 1957). Mission de visite de novembre 1958 (octobre 1958-février 1959). Activités des Nations Unies dans le Cameroun sous tutelle, aspects administratifs (février 1959-décembre 1960).

1949-1960

- 76 Questions institutionnelles, juridiques et administratives. – Haut-Commissariat à Yaoundé, organisation de la correspondance avec l'Administration métropolitaine (janvier 1952-décembre 1956). Gouvernements camerounais et français, organisation de la correspondance (juillet 1957-mars 1959). Cameroun sous tutelle de l'ONU, administration française [dont rapports de l'Inspection de la France d'Outre-Mer] (mai 1954-juin 1959). Fonctionnaires et autres salariés de la fonction publique, gestion [dont situations individuelles, grève du personnel africain de la Trésorerie générale] (mars 1956-novembre 1959). Fonction publique au Cameroun, demandes d'emploi (janvier-septembre 1959). Questions juridiques (avril 1957-août 1959).

1952-1959

- 77 Questions politiques et sociales [protestations, pétitions et requêtes adressées à l'administration française par des particuliers, des personnalités politiques, des partis, des syndicats et des associations de France et du Cameroun].

Avril 1956-janvier 1959

- 78 Questions politiques : notes de synthèse et d'analyse de la situation politique et sociale [notes de réflexion prospective sur la politique de la France au Cameroun] (novembre 1952-mars 1960).

1952-1960

- 79-95 Questions de politique intérieure

1949-1960

- 79 Années 1949 et 1950. – Situation politique locale.

Septembre-octobre 1949, s.d.

- 80 Année 1952. – Situation politique locale : rapports mensuels du Haut-Commissaire et autres correspondances.
Janvier 1952-janvier 1953, s.d.
- 81 Années 1953 et 1954. – Situation politique locale : notes et rapports [portant notamment sur les activités des partis politiques et des syndicats, le projet d'extension du régime des communes rurales et leur création] et coupures de presse pour 1953.
Janvier 1953-1955
- 82 Année 1955. - Situation politique locale [dont activités des partis politiques et des syndicats, extension des communes rurales, création des conseils de village, émeutes de mai 1955].
Janvier 1955-mai 1956
- 83 Année 1956. – Situation politique locale [documents disparates dont un dossier de notes de la Direction de la Sûreté Générale du Cameroun, datées du 26 octobre au 27 novembre 1956] (avril-décembre 1956). Presse : publications, journaux, coupures (octobre-décembre 1956).
1956
- 84 Année 1956-1957. – Union des Populations du Cameroun (UPC) et événements survenus en Sanaga Maritime en décembre 1956 et janvier 1957 : rapports de la Direction de la Sûreté du Territoire [Nombreux documents sur support photographiques].
[A communiquer en place de réserve]
Janvier 1955-mars 1957
- 85 Année 1957. – Vie politique locale [dont formation et activités du gouvernement MBIDA, activités de l'Assemblée législative, visite de Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer, visite en France d'André-Marie MBIDA, Premier Ministre du gouvernement camerounais] (janvier-décembre 1957). statut du Cameroun du 16 avril 1957 [dont mise en œuvre du statut, réorganisation des services publics, délégations de compétences et impact budgétaire, répartition des compétences législatives et réglementaires, prérogatives des autorités camerounaises dans le domaine de la justice et des libertés publiques, conséquences de la mise en œuvre du statut sur les préséances protocolaires] (avril 1957-juillet 1958, s.d.). Presse : publications, journaux, coupures (janvier-juillet 1957).
1957-1958
- 86 Année 1958. – Situation politique [dont activités du Haut-Commissaire, du gouvernement camerounais et des partis politique, crise du gouvernement MBIDA et formation du gouvernement AHIDJO, actions de la rébellion armée et réactions des forces de

sécurité, activités du gouvernement et de l'Assemblée législative, demande de levée de la tutelle].

Janvier-décembre 1958

87-90 Année 1959

1959-1960

87 Questions politiques de janvier à mai 1959. - Situation politique et sécuritaire : dont bulletins, rapports et comptes rendus périodiques émis par diverses institutions civiles et militaires françaises.

Janvier-juin 1959

88 Questions politiques d'avril à décembre 1959. - Situation politique sécuritaire et sociale d'avril à juillet 1959 : rapports de la direction de la Sûreté, bulletins de renseignement du bureau de documentation du Haut-Commissariat note du bureau de documentation du Haut-Commissariat et autres documents (mai-septembre 1959). Situation politique locale d'août à décembre 1959 : rapports de la Direction de la sûreté de l'Etat du Cameroun [1^{er} août au 30 septembre, 10 au 31 octobre et 1^{er} au 15 décembre] et comptes rendus de renseignements du commandant supérieur de la zone d'Outre-Mer n°2 [période du 1^{er} septembre au 30 novembre 1959] (septembre-novembre 1959).

1959

89 Questions politiques d'août à décembre 1959. - Situation politique et sécuritaire : bulletins de renseignements du bureau de documentation du Haut-Commissariat et autres documents [portant notamment sur les activités du gouvernement, des partis politiques et de l'Assemblée législative (loi sur les pleins pouvoirs), et sur les attentats en pays bamiléké et dans le Mungo] (août-décembre 1959). Situation politique à la fin de 1959 [dossier constitué sur la situation au Cameroun à la fin de l'année 1959, essentiellement composé de synthèses et de bulletins de renseignements du bureau de documentation] (juillet-octobre 1959). Presse : coupures (janvier-décembre 1959).

1959

90 Célébration de l'indépendance du Cameroun le 1^{er} janvier 1960 [préparation des festivités, invitations, participation, et programme].

Octobre 1959-janvier 1960

91-92 Année 1960

1960-1961

91 Questions politiques. – Situation politique : bulletins d'information politique de l'ambassade de France au Cameroun [série d'avril à décembre, à laquelle manque le mois de mai (mars 1960-janvier 1961). Questions générales [dont activités des partis politiques et des groupes armés, referendum constitutionnel du 21 février, élections du 10 avril à l'Assemblée nationale, élection du Président de la République, formation du gouvernement du 17 mai] (janvier 1960-janvier 1961).

1960-1961

92 Situation politique : revues de la presse camerounaise élaborées par l'ambassade de France au Cameroun [n°4 à 21] (février-juillet 1960) ; lettres hebdomadaires du Bureau Camerounais d'Information (BCI) [série discontinuée d'août à décembre 1960] ; coupures et dépêches d'agences (janvier-décembre 1960).

1960

93 Année 1960-1961. – Gouvernements et de l'Assemblée nationale de janvier 1960 à juin 1961, composition (sd). Commandement interarmées des forces françaises au Cameroun : comptes rendus trimestriels de renseignements [3^e et 4^e trimestres 1960] et autres documents (octobre 1960-janvier 1961). Situation politique : éphémérides mensuels [le moins de juin manque] (février 1960-janvier 1961).

1960-1961

94 Année 1961. – Situation politique : synthèses hebdomadaires de l'ambassade de France au Cameroun (8 janvier-13 juin 1961) ; résumés des synthèses hebdomadaires, éphémérides mensuels de janvier à avril, comptes rendus mensuels du commandement interarmées des forces françaises au Cameroun [mois de janvier, février et avril] (janvier-juin 1961). Questions politiques, généralités [dont activités du Président de la République, du gouvernement et des partis politiques, lutte contre la rébellion UPC] (janvier-novembre 1961). Situation politique : coupures de presse et dépêches d'agences (janvier-juin 1961).

[Partiellement communicable : un document classifié issu de la République du Cameroun, Ministère des forces armées.]

1961

95 Gouvernements camerounais, listes de 1962 à 1965.

1962-février 1966

- 96 Questions générale [dont ouvertures d'ambassades étrangères au Cameroun et d'ambassades camerounaises à l'étranger, participation à des conférences internationales, relations avec les Nations Unies après l'indépendance, assistance technique des Nations Unies, plainte du gouvernement camerounais au sujet du référendum de février 1961 au Cameroun britannique septentrional, mise en œuvre de la convention sur les stupéfiants et Fonds Spécial des Nations Unies].

Août 1958-décembre 1962

- 97 Organisations internationales [Bureau international du Travail (BIT), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), Communauté Économique Européenne (CEE)].

Novembre 1957-octobre 1963

- 98 Afrique [dont participation à des organisations et des conférences régionales africaines, relations avec la Commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara (CCTA), avec le Cameroun sous tutelle britannique, les Etats et des territoires africains (Angola, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Sénégal, Tunisie, République arabe unie, République centrafricaine)].

Septembre 1955-janvier 1963

- 99 Reste du monde [relations avec l'Europe occidentale (Allemagne, Espagne, Royaume Uni), l'Europe de l'est (URSS et autres pays), les Amériques (États Unis et Brésil), le Moyen Orient et l'Asie].

Février 1952-octobre 1961

100-107 Relations avec la France

1958-1961

- 100 Accords et convention. – [Avant l'indépendance] Statut du Cameroun et des conventions franco-camerounaises de 1958, préparation, négociation et résolution du 24 octobre 1958 de l'Assemblée législative du Cameroun (juillet-octobre 1958).
[Avant l'indépendance] Statut du Cameroun et des conventions franco-camerounaises de 1958, préparation, négociation et préparation de la publication de l'ordonnance du 30 décembre 1958 portant Statut du Cameroun (novembre 1958-juin 1959, sd).
Conventions et questions juridiques liées à l'indépendance [projets de convention relative à la nationalité et à la protection diplomatique à l'étranger et de convention d'établissement, conséquences de la levée du régime de tutelle sur le traitement des affaires pendantes devant la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat, questions parlementaires au sujet des conventions franco-

camerounaises, inventaire des traités conclus par la France au nom du Cameroun (juillet 1959-février 1961).

1958-1961

- 101 Aides au développement et assistance technique avant l'indépendance [échanges de jeunes, formation des fonctionnaires, admission d'élèves camerounais dans les écoles nationales françaises, Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES), Institut Pasteur].

Février 1958-décembre 1959

- 102 Relations diplomatiques et politiques, mise en place à l'indépendance. - Représentation diplomatique et consulaire de la France au Cameroun (octobre 1959-mai 1963). Relations politiques bilatérales [entretiens, échanges de messages et de visites, dont la visite officielle du Président Ahidjo en France, du 26 au 28 juillet 1960] (avril 1960-novembre 1961).

[A communiquer en place de réserve]

1959-1963

- 103 Assistance technique après l'indépendance. - Questions générales (novembre 1960-mars 1962). Assistance technique au Cameroun occidental (septembre 1961-mars 1963). Assistants techniques français, gestion et questions générales (avril 1960-février 1962). Assistants techniques français et camerounais [états des personnels français et camerounais, situations individuelles] (mai 1960-mars 1962).

1960-1963

- 104 Enseignement, coopération. - Convention culturelle, application [question des diplômes du baccalauréat et du brevet] (janvier-octobre 1961). Enseignement supérieur, négociation, signature, ratification et mise en œuvre accord de coopération du 8 août 1962 (octobre 1961-mars 1963). Université à Yaoundé, projets de création (mars 1961-juillet 1963). Questions générales (septembre 1961-août 1964).

1961-1964

- 105 Culture, jeunesse et des sports. - Echanges de jeunes et invitations d'étudiants (février 1960-juin 1961). Culture, communication et centres culturels français (mai 1961-août 1964). Sports (juin 1960-septembre 1961).

1960-1964

- 106 Finances et commerce.

Juillet 1960-novembre 1961

- 107 Affaires militaires [après l'indépendance]. - Forces françaises au Cameroun [formations militaires dispensées aux forces camerounaises ; assistance technique ; fourniture de matériel ; accueil de stagiaires camerounais dans les écoles militaires

françaises ; escales au Cameroun dans le cadre de voyages d'études d'écoles militaires françaises ; autres affaires militaires] (octobre 1959-octobre 1962). Camerounais dans l'armée française [situation et droit des civils et des militaires ayant servi dans l'armée française ; anciens combattants] (août 1959-juin 1961). Demandes d'autorisation de survol (avril 1961-avril 1962).

1959-1962.

- 108 Questions économiques et financières. Développement économique du Cameroun et résultats économiques et financiers de l'année 1957 : extraits d'étude [pages 130 à 327] (vers 1958). Statistiques économiques et sociales [période 1914-1957] (vers 1958). Douanes, monnaie et finances (avril 1947-septembre 1960). Agriculture, pêche et minerais (novembre 1952-novembre 1963). Infrastructures (juin 1958-octobre 1961). Intérêts économiques français et étrangers (juin 1959-novembre 1961).

1952-1963

- 109 Questions sociales et culturelles. Population (1946-mars 1957). Religions (juillet 1958-avril 1964). Syndicats (mai 1959-mai 1961). Santé (avril 1957-octobre 1958). Culture et communication (septembre 1960-juillet 1963). Enseignement (janvier 1957-février 1965).

1946-1965

- 110 Affaires consulaires. - Nationalité française et état civil, principes et procédures, questions individuelles (juillet 1947-mai 1961). Communauté française au Cameroun [élections, fiscalité, droit du travail, état d'esprit, arrestations, expulsions, rapatriements] (septembre 1957-février 1964). Circulation des personnes [conditions d'entrée sur le territoire du Cameroun ; visas] (février 1959-octobre 1961). Etrangers au Cameroun (juillet 1948-avril 1960). Camerounais en France et Camerounais à l'étranger [questions juridiques et administratives ; activités politiques de la section France de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et de l'Union nationale des étudiants du Cameroun (UNEK)] (juillet 1957-octobre 1961).

1947-1964

- 111 Documents disparates. - Pays africains autres que Togo, Cameroun et Côte de l'Or/Ghana [principalement] : notes, correspondances et coupures de presse (janvier 1912-juin 1964). Documents imprimés disparates (1953-1960).

[Contient des sacs de donations alimentaires américains en toile et en papier.]

1912-1964